



déclaration de la FSU11 au CDEN du 25 septembre 2014

Après les imbroglios politico-judiciaires de cette fin d'été, le nouveau casting gouvernemental apparaît peu important au regard de la ligne politique austéritaire que poursuit et promet d'amplifier la nouvelle équipe au pouvoir. La sortie de crise n'est pas en vue, le chômage explose, les inégalités se creusent, le pouvoir d'achat des salarié-es baisse, précarité et pauvreté s'accroissent, les services publics et la protection sociale sont mis à rude épreuve. Du pacte de compétitivité au pacte de responsabilité, ce gouvernement confirme des choix qui tournent le dos aux urgences économiques, sociales et environnementales de l'heure et sont socialement injustes et économiquement dangereux. Dans le même temps, les grandes entreprises n'ont jamais distribué autant de dividendes à leurs actionnaires, plus 33 % sur le premier semestre, alors même qu'elles reçoivent des aides publiques sans contrepartie et que leurs investissements productifs a même reculé.

Tout indique la volonté politique de formater l'État social aux attentes du marché ; des choix économiques tels que l'inscription de la France dans le pacte de stabilité budgétaire et dans les négociations opaques du grand marché transatlantique (TAFTA) ; ou bien des choix stratégiques comme celui de lier la réforme des services publics, la réforme de l'état et la réforme territoriale. Ainsi, la création d'un conseil national des services publics préfigure externalisations et privatisations de missions. Le choc de simplification entérine quant à lui le recul du contrôle administratif de l'État. La réforme territoriale, au-delà du mécano, inscrit pleinement les territoires et les populations dans la compétition et la concurrence libérale.

La FSU, convaincue qu'une autre politique est possible, continue d'exiger une meilleure répartition des richesses produites qui passe notamment par une réelle réforme fiscale, par la fin du gel du point d'indice et l'ouverture de négociations salariales pour toutes et tous, par un investissement dans tous les services publics et la Fonction publique avec la création des emplois nécessaires. C'est pour faire entendre ces exigences que la FSU entend mobiliser les personnels avec le mouvement social au moment de la préparation du budget 2015.

Dans l'Éducation, la nomination de Madame Najat Vallaud-Belkacem a remis sur le devant de la scène la question des ABCD de l'égalité. À ce sujet, nous tenons à lui témoigner une fois encore toute notre solidarité face à la campagne mensongère, sexiste et raciste menée à son encontre par l'extrême droite et la droite réactionnaire.

Même si la crise politique gouvernementale et la nomination d'une nouvelle ministre de l'éducation ont quelque peu occupé le devant de la scène, les difficultés importantes qui touchent l'Éducation Nationale ne sont pas passées inaperçues :

Difficultés persistantes concernant l'augmentation de nos salaires au moment où le dernier rapport de l'OCDE vient confirmer le déclassement salarial des enseignants français qui travaillent plus et sont moins bien payés que leurs homologues des pays de l'OCDE (un salaire jusqu'à 17% inférieur à la moyenne de l'OCDE pour 142h de plus devant élèves, pour un PE français par exemple).

Difficultés quant à la généralisation de la semaine de 4,5 jours qui désorganise complètement

l'école, engendre un véritable casse-tête pour l'organisation du service, une restriction des droits des personnels, une flexibilisation des personnels remplaçants sur fond de gel des salaires, le développement des inégalités territoriales et le renforcement de l'école privée, la dégradation des relations entre les écoles, parents d'élèves et municipalités, sans compter les premiers impacts sur l'enseignement de l'EPS dans les collèges et lycées.

Difficultés aussi concernant les conditions d'apprentissages des élèves et les conditions de travail des personnels. Pour améliorer celles-ci, l'urgence est à la création de postes à la hauteur des besoins pour diminuer les effectifs par classe, renforcer les moyens de remplacement, reconstruire les RASED et l'aide aux élèves en difficultés et enfin relancer la scolarisation précoce en maternelle.

À ce sujet, la FSU exprime une vive inquiétude quant à la capacité du gouvernement à recruter des enseignant-e-s à hauteur des engagements pris. En effet, pour atteindre les objectifs fixés en début de quinquennat (54 000 postes tout en remplaçant tous les départs à la retraite), il faudrait recruter 30 000 enseignant-e-s par an d'ici 2017. Y parvenir exige une rupture avec la politique austéraitre, redonner de l'attractivité à la profession, s'engager dans une politique de pré recrutement. Le gouvernement le veut-il vraiment ? En outre, nous nous étonnons aussi des créations de postes non réalisées comme le précise le rapport de la cour des comptes 2014 qui fait état de l'implantation effective de 5159 ETP quand 8781 créations étaient annoncées. Et que dire aussi de ces 1861 postes non pourvus aux concours de recrutement du 1er degré et près de 4600 aux concours du second degré !

Cela est d'autant plus amer et révoltant que notre département reste sous pression notamment dans le premier degré où les écoles sont dos au mur. Ce contexte explique que les mesures comme la scolarisation des tout petits, le plus de maîtres que de classe ou la restauration des RASED fassent du sur place. A l'heure où les difficultés sociales des familles de nos élèves sont de plus en plus importantes, il n'est pas concevable qu'un département rural comme l'Aude soit en prise, rentrée après rentrée, à une dégradation continue des conditions d'enseignement. Nous ne pouvons nous satisfaire d'une rentrée scolaire avec seulement 3 ouvertures provisoires de classes quand, dans le même temps, sont soulignés les mauvais résultats des élèves audois au brevet des collèges.

Dans les collèges, la rentrée 2014 est surtout marquée par la cacophonie toujours en cours sur les conditions d'affectation et de formation des stagiaires, les conditions inacceptables d'affectation des TZR et par ricochet les multiples ajustements des services et emplois du temps. Des tensions sur les effectifs persistent encore dans quelques établissements.

La FSU11 juge toujours nécessaire d'obtenir un plan d'urgence de 200 postes (120 pour le premier degré et 80 pour le second degré) pour relancer le service public d'éducation dans l'Aude. Pour nous, l'avenir de nos élèves, l'avenir des enfants de ce département ne peut souffrir d'aucun calcul austéraitre !

En cette rentrée, nous continuerons à porter la nécessité d'agir en profondeur pour assurer l'amélioration des conditions d'apprentissages des élèves et des conditions de travail des personnels. Mais aussi en agissant avec tous-tes les salarié-e-s pour une autre politique, car nous savons trop que la question sociale n'est pas sans graves conséquences sur la réussite de nos élèves.